

7 Jours

Filpac CGT

N°84 – 10-04-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gerson@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

La préférence nationale pour la destruction des usines, des emplois et la montée du chômage fait de nouveaux ravages. **Après Stora Enso, ArjoWiggins !** Le patronat est encouragé à détruire, délivré de toute contrainte par les bons soins du gouvernement et de sa majorité. Voilà une des conséquences majeures des ANI, de la chasse au coût du travail : c'est la stratégie du choc, celle des coups contre les travailleurs. V comme violence sociale à l'égard des salariés. **Le Pacte a été voté avec la confiance à V comme Valls, qui exige une reddition, pas une négociation.** L'exécutif et les parlementaires sont embarqués côté patronal. **Voilà pourquoi seule la mobilisation solidaire peut désemparer le sort immédiat des salariés d'ArjoWiggins.**

Suite à l'annonce ce matin du projet de fermeture de deux nouvelles papeteries

Nous accusons ArjoWiggins de préméditation d'assassinat des usines de Wizernes, de Charavines et de leurs emplois !

ArjoWiggins applique la préférence nationale de la destruction des usines et des emplois. Comme à Stora Enso Corbehem, un patronat de droit divin transforme deux unités de production en mouvoir. Il annonce qu'il va fermer, mais, dans l'intervalle de la fermeture, les salariés n'auraient le droit que de s'angoisser, de désespérer, et de fuir avec un billet de sortie.

ArjoWiggins déclare la guerre à l'emploi, fait le siège des deux usines et espère les priver de tout espoir, de tout avenir, de tout oxygène social. Cette stratégie d'étouffement suppose la désespérance des salariés, les bouffonnades complices de Montebourg, la dispersion des collectifs de travail, la fin de la solidarité de tous avec tous, l'isolement des unités de production visées.

Les salariés d'ArjoWiggins refusent d'entrer dans le parc à moutons dans l'attente de l'équarisseur.

1. D'ores et déjà, le refus de la destruction programmée du haut d'un état major lointain doit se manifester par toutes les actions nécessaires et requises par l'événement. Pour dire NON, ça suffit comme ça !
2. Une coordination entre les usines du groupe ArjoWiggins va être installée, de façon que personne ne reste isolé, et que l'état major ne puisse pas jouer les uns contre les autres.
3. Nous sommons l'état major ArjoWiggins d'annuler son projet destructeur. S'il ne le fait pas, il doit être déchu de tous ses titres de propriétés par une action immédiate de la région et du gouvernement pour placer les deux usines sous la protection du domaine national industriel.
4. Les salariés d'ArjoWiggins autour de leur syndicat et des comités d'entreprise, se constituent en comité de vigilance et de protection de leur outil de travail.

La Filpac Cgt et ses syndicats déclarent « cause nationale » la survie et l'avenir des deux usines d'ArjoWiggins. Ils feront tout pour qu'un mouvement national de défense voit le jour et crée le rapport de forces nécessaire pour que le complot patronal échoue.

Montreuil, le 10 avril 2014